

Résumés

Klaus Tenfelde

Le monde ouvrier, le marché du travail et les structures de communication dans la Ruhr des années 50 du 19^{ème} siècle

Cet article s'efforce d'esquisser, en une première approche, les dimensions de la croissance industrielle que connut la Ruhr au cours de sa première phase d'expansion dans la seconde partie du 19^{ème} siècle, en se basant sur les changements conjoncturels et la modification de la structure industrielle et commerciale qui se présentèrent au cours d'une décennie. Il se penche tout particulièrement sur la création des structures d'activités dans l'industrie du charbon et de l'acier, création qui eut lieu par à-coups; sur la régression des emplois ruraux-agricoles accompagnée d'une conversion des activités artisanales, et surtout sur l'importance cruciale acquise dès lors par la jonction, dans le processus de production, de l'industrie minière et de l'industrie métallurgique et sidérurgique, jonction qui conserva cependant la prédominance de l'industrie minière et accusa encore le caractère minier de ce paysage industriel. La prémisse essentielle tant pour l'élargissement immense de la production et des ventes qui marqua la relance que pour l'afflux de la nombreuse main-d'œuvre qu'il nécessitait constamment fut l'aménagement de systèmes performants de transports et de communications; la seconde partie de cette étude fera donc ressortir l'interdépendance existant entre d'une part le développement et l'appropriation des chemins de fer et d'autre part la formation de marchés regroupant des zones intérieures et des zones d'écoulement. Le développement rapide, bouleversant, des transports n'eut pas seulement pour effet de permettre la naissance de débouchés ainsi que de marchés de consommateurs, des capitaux et de la main-d'œuvre en état de fonctionner; il fut accompagné – bien que ces bouleversements soient souvent aussi l'expression des phénomènes à incidence parallèle de l'industrialisation de la Ruhr, tels que concentration verticale des entreprises et expansion des grosses sociétés, conjoncture et crise, urbanisation et croissance démographique – d'une réorganisation fondamentale et d'une nouvelle évaluation des relations communicatives interpersonnelles, comme le montrent de façon exemplaire les effets qu'exercèrent la réforme de la législation minière et l'expansion de l'industrie minière sur les structures sociales. Partant de l'hypothèse d'une refonte des liens de communication qui, autrefois de caractère corporatif-autoritaire, vertical, isolé et contrôlé, prirent la forme des relations horizontales, multiples et ouvertes, égalitaires de la société industrielle moderne, s'adaptant aux conséquences sociales du nouvel ordre économique, la troisième partie de cette étude s'efforcera de mettre en évidence certains phénomènes de ces nouvelles relations communicatives, et notamment la percée d'une articulation et d'une organisation des intérêts propres à cer-

taines couches sociales, tout en esquissant leurs différentes implications respectives, et renforcera par là l'hypothèse de base. La modification des structures de communication sera alors comprise comme un phénomène fondamental de l'histoire sociale de l'ère industrielle, et surtout comme prémisses de la mise en évidence des intérêts prolétariens et du mouvement ouvrier moderne.

Lutz Niethammer, en collaboration avec Franz Brüggemeier
 Quel était l'habitat des ouvriers pendant l'empire?

Cette étude – voulant contribuer à la description des conditions de reproduction des ouvriers – se demande ce que l'on peut conclure, dans l'état actuel des recherches, sans études locales plus poussées, sur les conditions de logement des ouvriers pendant l'empire. Il s'agit tout d'abord d'une réception critique de la littérature contemporaine portant sur la question de l'habitat et du manque de données statistiques centrées sur les conditions de vie prolétariennes. La littérature de réforme bourgeoise reste à l'extérieur du problème social, elle s'oriente non sur les hommes, mais sur les choses (maison, rues, aération etc.). Diverses statistiques permettent cependant de préciser suffisamment la relation existant entre l'habitat et le travail pour qu'une estimation assez générale soit possible. Elles mettent notamment en évidence une densité d'occupation et une fréquence de déménagement très élevées en raison principalement des bas salaires et des conditions instables de travail. Une troisième partie s'efforce d'esquisser une différenciation régionale grossière de la situation de l'habitation en fonction des types d'urbanisation: alors que les régions industrielles présentent tout d'abord un grand manque de logements, par la suite pourtant créent de plus en plus de possibilités pour y remédier – le problème passe ici du niveau de vie à la qualité de la vie –, le secteur agricole en reste à un niveau très faible, sans perspectives de développement. Enfin se pose la question de l'expérience de l'habitat chez les ouvriers, sur la base de récits autobiographiques d'anciens «coucheurs». Forte densité d'occupation, fréquents déménagements et accueil d'étrangers dans la famille ou départ précoce des enfants ont introduit une structure familiale «semi-ouverte», une performance d'adaptation prolétarienne qui favorisait un comportement autonome et solidaire.

Dieter Langewiesche et Klaus Schönhoven
 Les bibliothèques ouvrières et les lectures ouvrières dans l'Allemagne wilhelmienne

Le début de cette étude esquisse les implications sociales, économiques et culturelles, telles que formation scolaire, horaires de travail, situations conjoncturelles, qui déterminèrent de façon décisive tout travail culturel orienté sur le monde ouvrier. Ces prémisses englobaient, dans le domaine de l'organisation, la création et le développement de bibliothèques. Cette étude porte plus en détail sur les bibliothèques ouvrières sociales-démocrates et celles des syndicats libres, qui furent créées dès 1890 et se développèrent au cours des deux décades suivantes pour, des petites bibliothèques de fonctionnaires qu'elles étaient, devenir des bibliothèques de masses. Les bibliothèques d'usines et les bibliothèques populaires feront également l'objet de cette étude, étant donné qu'il peut être prouvé que les lecteurs prolé-

tariens utilisèrent ces bibliothèques de façon toujours plus poussée. Le nœud même de l'étude porte sur l'analyse du comportement des lecteurs ouvriers dans trois types de bibliothèques: les bibliothèques ouvrières, les bibliothèques d'usines et les bibliothèques populaires. Le fait de tenir compte également des bibliothèques populaires permet de comparer en dimensions quantitatives les lectures des lecteurs prolétaires et celles de lecteurs bourgeois. La documentation contemporaine rassemblée permet, de façon représentative, de recenser les quotes-parts respectives dans les prêts, différenciées d'une part en fonction des catégories de lecture (littérature d'agrément, littérature de politique sociale, littérature relevant des sciences naturelles, littérature historique etc.) et d'autre part en fonction des couches sociales. Il est en outre possible, sur la base de statistiques, de faire ressortir pour certaines bibliothèques les différences dans les lectures en fonction du sexe et de la profession des lecteurs. Cette analyse des lectures ouvrières met en évidence une divergence notable entre le comportement réel des ouvriers dans leurs lectures et les objectifs ambitieux des experts culturels sociaux-démocrates et syndicaux: seul, un faible pourcentage des lecteurs prolétariens empruntait les œuvres des classiques marxistes. Ces experts durent renoncer à leurs espoirs de voir les bibliothèques ouvrières servir d'arsenal pour la lutte des classes. Il ne serait cependant pas exact de voir dans les bibliothèques des instruments »d'embourgeoisement« des ouvriers. La constatation d'un bibliothécaire de l'une de ces bibliothèques qui souligna que les bibliothèques ouvrières devaient servir de »médiateur« entre les biens culturels de la *nation* et le *monde ouvrier* semble être un critère adéquat de la fonction de ces bibliothèques.

Jürgen Reulecke

De la Saint-Lundi férié aux congés ouvriers. Préhistoire et naissance des congés de repos pour les ouvriers avant la Première Guerre Mondiale

Cet essai s'efforce de mettre en évidence certaines prémisses qui ont conduit à la naissance de la soi-disante société de loisirs et certaines de ses implications idéologiques en partant de l'exemple des congés accordés aux ouvriers – qui étaient encore l'exception avant la Première Guerre Mondiale. Se basant sur les relations entre les horaires de travail et les horaires de loisirs dans l'ère pré-industrielle (en prenant comme exemple la »Saint-Lundi«) ainsi que sur les changements opérés dans ces relations au cours de la première phase d'industrialisation, il étudie plus précisément les premières esquisses et les premiers modèles de ces congés pour ouvriers, tels qu'ils se présentaient dès 1870 environ (p. ex.: congés de fonctionnaires et d'employés, voyages d'ouvriers, maisons de convalescence pour ouvriers, introduction du repos dominical), avant d'en venir aux motifs de l'introduction des exemples de congés ouvriers, qui ne se trouvent avant 1900 que dans une proportion minimale. Ces exemples ainsi que les congés en croissance continue après la fin du siècle permettent de montrer qu'ils étaient presque exclusivement compris comme une prestation professionnelle d'assistance et de secours et que l'octroi de congés servait même clairement à discipliner et à lier l'ouvrier. Bien que même après les années conjoncturelles 1906/07, qui marquent la percée proprement dite de l'idée de congés, seule une fraction relativement peu importante du monde ouvrier jouit réellement des congés, bien qu'à quelques exceptions près il n'existait aucune protection juridique pour le droit à ces congés, les congés commencèrent à devenir une »coutume commerciale«. La conscience d'un droit à ces congés

n'était cependant encore que très peu développée auprès des ouvriers, et les syndicats n'ont que ponctuellement essayé de faire jaillir cette prise de conscience. Les principaux propagandistes des congés pour les ouvriers se trouvaient dans les rangs des politiciens bourgeois, engagés dans les questions sociales, qui croyaient voir dans l'introduction générale de congés ouvriers – et tout particulièrement dans le cadre des conventions tarifaires – une possibilité d'intégrer de plus en plus les ouvriers dans la société. Cette étude s'efforce enfin de mettre brièvement en évidence de quelle façon certaines conceptions de base de l'octroi des congés, telle que l'idée d'assistance, se retrouvent encore en partie dans la jurisprudence actuelle relative aux congés.

Peter N. Stearns

Les ouvriers non qualifiés et l'industrialisation. Une transformation de conscience

La distinction entre les ouvriers qualifiés et les non qualifiés est familière dans l'histoire du monde ouvrier. Elle s'applique tout particulièrement aux situations de contestation au cours desquelles les ouvriers qualifiés furent longtemps plus actifs que les non qualifiés et opérèrent séparément. Elle se reflétait également dans les différences de salaires. Cet essai s'efforce d'affiner cette distinction en se penchant tout particulièrement sur la question peu étudiée de savoir qui étaient les ouvriers non qualifiés et ce qu'ils voulaient. Il met *premièrement* en évidence les contrastes existant dans les systèmes de valeurs de ces deux groupes; les ouvriers non qualifiés ont été trop souvent rejetés comme n'ayant pas de système de valeurs. Cet essai applique *deuxièmement* ici une classification dans le temps allant du noyau commun existant aux débuts de l'industrialisation au groupe de transformations décisives et complexes qui marquèrent la fin du 19^{ème} siècle. Il affirme *troisièmement* qu'alors que les distinctions entre ouvriers qualifiés et non qualifiés persistèrent, et persistent encore, les ouvriers non qualifiés évoluèrent et déclinèrent en nombre au fur et à mesure de l'industrialisation. Il se base sur des informations provenant de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Belgique, de France et, jusqu'à un certain point, des Etats-Unis. Mise à part la conclusion, qui applique les découvertes historiques à l'ère contemporaine, cet essai couvre la période allant de la naissance de l'industrialisation à 1914.

W. O. Henderson

La main-d'œuvre dans les industries textiles

Cet essai est une étude comparative de la manière dont la révolution industrielle dans l'industrie textile influença la vie des ouvriers en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne. Un examen de la structure de la main-d'œuvre démontre que les industries textiles employaient plus de travailleurs que toute autre branche industrielle. Mais, à l'époque des grandes usines, une part notable des ouvriers textiles travaillait encore à domicile. Les connaissances et responsabilités, et par conséquent les salaires et le niveau de vie des ouvriers variaient considérablement. Pour beaucoup d'ouvriers textiles, la vie dans les premières filatures était dure, car les horaires étaient longs, les conditions de travail étaient malsaines, les salaires aux pièces étaient bas et les conditions de logement étaient mauvaises. Cette

situation déclencha parfois une certaine violence – comme dans le cas des Luddites en Angleterre –, mais, petit à petit, les ouvriers textiles se rendirent compte que l'arme de la grève serait probablement plus efficace que la violence. Ils s'organisèrent donc en syndicats, bien que les associations de ce genre fussent tout d'abord illégales. Au vingtième siècle, des négociations collectives eurent régulièrement lieu en Grande-Bretagne, et commencèrent à s'établir en France et en Allemagne. Le présent article conclut en examinant deux controverses relatives aux ouvriers de l'époque de la révolution industrielle. L'une est la controverse entre les « optimistes » et les « pessimistes » portant sur la question de savoir si la condition des ouvriers s'améliora ou se détériora au cours de la révolution industrielle. La seconde concerne l'ampleur dans laquelle la vie familiale des travailleurs textiles fut bouleversée par suite à l'introduction de grosses filatures travaillant avec des machines mécaniques.

Alfons Labisch

Les idées de la social-démocratie allemande dans le domaine de la politique sanitaire, de ses débuts à la scission (1863–1917)

Les sociaux-démocrates allemands se rendirent compte très tôt du fait que la plupart des maladies, et surtout les maladies populaires, étaient provoquées et influencées par des facteurs sociaux. Ils étaient persuadés que les situations pathogènes étaient causées par les conditions de production existantes. Pour y remédier, ils exigèrent encore tout d'abord une amélioration générale de la situation des ouvriers. Après 1870, une analyse socio-économique conséquente mena les sociaux-démocrates à la conclusion suivante: la garantie de la santé des travailleurs fait partie de la question sociale en général et ne peut être résolue que dans ce contexte; une garantie profonde de la santé populaire ne pourrait donc se faire qu'après la suppression de la domination des classes. La situation des ouvriers et de leur famille exigeait cependant une action immédiate, à l'aide des moyens donnés – par exemple sous forme d'une critique de principe, mais accompagnée de propositions de réforme objectives dans la presse social-démocrate. La prise en compte de la politique sanitaire dans le cadre de la théorie révolutionnaire générale fut donc presque immédiatement accompagnée d'un travail pratique dans la politique sanitaire. C'est ainsi que, dans le cadre de la politique sanitaire, bien avant le programme d'Erfurt, la conception d'une politique de réforme sciemment limitée prit place aux côtés des objectifs révolutionnaires généraux. Les bases théoriques de la politique sanitaire social-démocrate étaient constituées par le fait que la santé de chaque individu était considérée comme sa propriété, la base de sa vie et son droit propre ainsi que par la conviction que la garantie de la santé était une mission dont la société était chargée. Après avoir exigé en 1891 la gratuité des soins médicaux et des médicaments, le programme d'Erfurt fut suivi, à la fin du siècle, par un programme de garantie de la santé, programme social-démocrate découlant de la pratique de la politique communale et de la confrontation immédiate avec la situation des travailleurs. Ce programme prévoyait que les soins sanitaires devaient être organisés par la société et que toutes les institutions d'hygiène publique devaient pouvoir être utilisées gratuitement. La prévention devait être réalisée par un système d'hygiène public, travaillant en pleine responsabilité, profondément structuré depuis l'office national jusqu'à l'office communal de la santé. La médecine curative et réhabilitative devait se faire par la voie d'un système tout aussi étendu d'instal-

lations médicales au niveau de la commune; le médecin aurait en tant que fonctionnaire à remplir une mission sociale dans tous les domaines de la médecine. La fonction fondamentale de garantie de la santé du peuple devait être, en premier lieu, de faire obstacle à la maladie. En cas de maladie, le malade devrait être rétabli de la meilleure façon et aussi durablement que possible de façon à ce qu'il puisse reprendre ses fonctions sociales.

Eckehart Lorenz

Les réactions protestantes à la suite de l'évolution du mouvement ouvrier socialiste. Mannheim 1890-1933

La réponse du protestantisme allemand à l'évolution du mouvement ouvrier socialiste fut, entre autres, de faire naître de nouvelles organisations. La création de ces organisations sociales protestantes se fit respectivement dans une période de renforcement visible de la social-démocratie et/ou dans une période de crise de l'ordre public existant: le parti ouvrier chrétien-social de 1878, après que les partis ouvriers unis aient gagné 9 % des voix dans les élections de 1877 au Reichstag; le congrès protestant-social de 1890 à la fin de la loi contre les socialistes; les démocrates et socialistes religieux après 1919, faisant suite à la prise en mains de l'exécutif au sein des Länder et du Reich par les représentants des partis socialistes en 1918, mais presque en même temps aussi les mouvements d'ouvriers et d'employés chrétiens, mouvements antisocialistes orchestrés d'en haut. La création d'organisations sociales-protestantes, leurs activités, la formation de leur théorie et leurs programmes, l'importance de leurs représentants exemplaires, la répartition sociale de leurs membres et de leurs fonctionnaires, leur influence sur les diverses instances du pouvoir ecclésiastique ainsi que leur incidence possible sur l'histoire de la social-démocratie sont concrétisés à l'appui de Mannheim, l'un des hauts-lieux du mouvement ouvrier, la plus grande ville industrielle et, numériquement, la plus forte paroisse protestante du Bade. A la suite de l'évolution parvenue dans la social-démocratie pendant sa phase légale allant de la fin de la loi contre les socialistes au fascisme, le protestantisme réagit dans cette ville principalement sous la forme du mouvement »protestant-social« (social-libéral) après 1891, puis sous la forme de sa dissociation en une aile démocratique-socialiste et en une aile fascistoïde sous l'influence des événements de 1918/19.

Beatrix W. Bowvier

La coopération antifasciste, la prétention à l'autonomie et la tendance au rassemblement. Le rôle joué par la social-démocratie dans l'édification administrative et dans la mise au point de la politique des partis de la zone d'occupation soviétique en 1945, au niveau tant régional que local

Une étude du comportement des sociaux-démocrates au niveau moyen et inférieur au cours des premiers mois suivant la fin de la guerre en 1945 permet de constater qu'ils ont presque partout participé aux travaux des comités antifascistes, caractéristiques de cette époque. Après leur admission officielle, l'édification séparée des partis se fit immédiatement, les cadres des organisations sociales-démocrates locales se recrutant la plupart du temps

parmi les anciens fonctionnaires de l'époque de Weimar. Les sociaux-démocrates, principalement au bas et au milieu de l'échelle, étant, au début, le plus souvent, à l'encontre des communistes, écartés des informations politiques globales et des réseaux de communication, ce furent souvent les communistes qui s'adressèrent aux sociaux-démocrates en initiant des discussions politiques et qui purent donc les diriger dans le sens désiré alors qu'il était difficile aux sociaux-démocrates de mettre au point des stratégies originales, d'autant plus que de telles discussions avaient pour base commune l'antifascisme. Malgré l'action centrale du parti communiste et malgré les difficultés initiales du parti social-démocrate, ce dernier enregistra un succès notable en ce qui concerne le nombre de ses membres. Les sociaux-démocrates occupaient une part décisive dans les administrations, dont il n'était pas rare qu'ils assurent le bon fonctionnement en raison de leur compétence. Bien qu'ils représentent ainsi une partie notable du «niveau moyen» fort important, c'étaient les communistes qui, occupant les positions stratégiquement importantes, déterminaient les grandes lignes politiques. Il ne faut cependant pas sous-estimer l'influence exercée au début par les sociaux-démocrates à ce niveau moyen, et ce furent notamment les membres de ce groupe qui plus tard, lorsqu'il s'agit de créer un «parti d'un nouveau type», furent le plus souvent éliminés.

Kurt Klotzbach

La discussion programmatique dans la social-démocratie allemande de 1945 à 1959

Cette étude passe en revue les débats théoriques qui se firent dans le cadre du parti et qui débouchèrent en 1959 sur le programme fondamental de Godesberg. Les nouvelles bases décisives de la discussion, découlant principalement des expériences faites par la social-démocratie en exil après 1933, étaient constituées par le refus du déterminisme historique et de l'interprétation économiste de l'histoire, la liaison entre socialisme et démocratie, l'élaboration d'un fonds de valeurs, la dissolution de l'identification entre socialisme et socialisation et la prise de conscience d'un parti populaire. De façon plus détaillée, l'étude se penche sur les déclarations programmatiques du premier président du parti après la guerre, Kurt Schumacher, et sur les délibérations qui ont eu lieu au sein des commissions entre 1953 et 1959, le préambule du programme d'action de Berlin de 1954 semblant ici être un précurseur important du programme fondamental qui fut adopté cinq années plus tard à la suite de délibérations aussi intenses que continues.